

Olivier Brault

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Exiger des redevances justes sur les ressources naturelles de la part des compagnies exploitantes et investir ces milliards dans l'accessibilité à l'éducation, la santé, la science et la préservation de l'environnement, l'entretien des infrastructures et la culture: des mesures qui permettraient une stabilité économique dans l'avenir, même si les corporations feraient en sorte de vouloir brouiller les cartes en faisant peur à l'état. Si des compagnies quittent le Canada, l'état peut les remplacer, sauvant et créant de l'emploi et redonnant 100% de profits au peuple à qui les ressources appartiennent. Le tourisme et la culture seront un important moteur économique dans l'avenir. Il serait dangereux pour la planète qu'un pays fasse des bonds économiques prodigieux: il faut miser sur un équilibre et non sur une croissance aveugle dictée par les règles du marché international, qui, de façon très évidente, mène déjà l'humanité à sa perte. L'argent est un moyen d'échange, pas un «moteur». Qui dit échange dit équilibre.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Ne jamais attendre des corporations qu'elles créent de l'emploi pour le peuple d'un état. Le triangle état/aide-corporation/emploi-peuple/consommateur est extrêmement dangereux à long terme. La main d'œuvre est malmenée au fil du marché. Il faut donner de l'emploi selon les besoins d'exploitation, de transformation et de service sur une base de pérennité, selon les besoins de la population et d'une exportation de base. Si le privé ne remplit pas ce rôle avec justice, l'état doit inciter à la libre entreprise locale ciblée sur les besoins, sinon carrément devenir l'employeur en cas de nécessité qui semblerait peut-être risquée sur le plan du marché, mais néanmoins nécessaire à la société. Or, pour cela, il faut qu'un gouvernement soit mû par un véritable contrat social qui le lie au bien-être du peuple sans passer par la bande du capitalisme quoique celui-ci puisse être un outil de base sans devenir un système tyran qui asservit même les chefs d'état.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

La question est d'inciter la jeunesse à combler les nécessités de fonctionnement dans les trois secteurs (exploitation, transformation, service) pour assurer au moins un minimum vital. Ainsi, les mesures gouvernementales devraient cibler l'accessibilité aux études correspondant aux besoins tout en maintenant dans les écoles supérieures la palette d'offre de savoir la plus complète possible. Lorsque la

jeunesse canadienne peine à combler le minimum, il faut mettre en place un système de reconnaissance des diplômes internationaux qui faciliterait l'intégration de certains immigrants dans les domaines où la pénurie de main d'œuvre est la plus criante, et on pourrait attirer cette main d'œuvre en particulier. En tant que citoyen individu ou corporatif, il n'y a aucune honte à payer plus d'impôt quand on sait que notre argent, bien géré, participe à l'effort social et par le fait-même, économique. Or, il faut en avoir la preuve. Par ailleurs, on pourrait créer une catégorie de retraités «utiles» qui serviraient à encadrer la jeunesse sans forcer personne à rester au travail après l'âge légal de la retraite: la cassure serait moins nette et le marché du travail pourrait suivre cette transition en s'adaptant.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Il serait urgent de remplacer graduellement le crédit de promesse par un crédit de valeur assurée et de limiter les intermédiaires financiers ou administratifs pour éradiquer la spéculation dans les secteurs de l'économie vitale du pays. Lorsque la consommation est assurée pour les citoyens canadiens, le reste des ressources peut générer des profits pour l'état et donc pour la population à travers ses services. Si le Canada était une banque, il ferait des milliards de profits avec rien, or, comme le Canada se sert des banques comme intermédiaires, une grande partie des efforts financiers se perd. On pourrait être «membre» du Canada comme on est membre d'une coopérative puisque les règles du jeu économique actuel voit les états de plus en plus comme de simples joueurs, mineurs parfois, dans l'arène des corporations. Il faudrait faire du Canada un joueur corporatif majeur ou le retirer partiellement du marché. La productivité étant une donnée statistique, il faudrait en faire l'analyse pour trouver où les efforts se perdent réellement car les ressources sont réellement exploitées, les gens travaillent réellement et les transactions s'effectuent: si ce n'est pas assez, ou bien on vit au-dessus de nos moyens, ou bien l'argent est mal géré.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont nécessaires pour remédier à ces difficultés?

La première qualité de vie sociale réside en une présence de manifestations culturelles organisées ou traditionnelles: il serait utile d'instaurer des mécanisme d'incitation au mécénat ou à l'aide économique à des communautés ou à des artistes par le jeu, par exemple, du 50/50: l'état promet 50% si le partenaire avance 50% et en bout de ligne ce dernier se verrait octroyer des crédits d'impôt. Ainsi, l'état soutiendrait plus que le 50% de départ mais serait assuré que les projets seraient légitimement soutenus par la communauté. Or, dans certains domaines non soutenus mais considérés essentiels à la santé culturelle de la société, l'état serait le seul soutien, sans soumission aux lois du marché, comme ça devrait être le cas dans les télécommunications d'état. Il serait urgent de repenser complètement l'action du Canada face aux communautés autochtones pour en faire des citoyens libres culturellement et territorialement mais aussi partenaires essentiels dans tout projet de société culturelle, économique locale, touristique, voire philosophique: les considérer comme des interlocuteurs dont l'avis est essentiel au développement harmonieux du Canada, socialement et économiquement. Ensuite, être francophone au Canada comporte des coûts particuliers qu'un état soucieux de richesse culturelle se doit d'aider à minimiser. Si le Canada ne le fait pas, le Québec continuera de le faire au péril de l'unité fédérale. Malheureusement, il nous apparaît que nous jouons selon les règles d'un jeu que nous savons maintenant perdu d'avance, et ce, internationalement. Le contrat social doit changer, et l'économie doit se baser sur la réalité des échanges concrets plutôt que sur une trop large part de spéculation: ça

fera semblant de faire mal mais les billions de dollars des spéculateurs resteraient aux états et à leurs citoyens. À vrai dire on paierait moins donc les retours seraient seulement justes et proportionnels, donc c'est la société qui serait gagnante. Ces changements doivent se faire sous le témoignage et la collaboration de tout l'Occident.